

Unité inter-départementale Hautes-Pyrénées-Gers
Cellule Sol, sous-sol

Tarbes, le 07/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN

Lieu Dit " L'Ayous"
RN 21
65100 VIGER

Références : 2022-0145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2022 dans l'établissement "CARRIERES DU LAVEDAN" implanté lieu dit "L'Ayous" RN 21 65100 VIGER. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU LAVEDAN
- Lieu dit "L'Ayous" RN 21 65100 VIGER
- Code AIOT dans GUN : 0006801196
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société "Carrières du LAVEDAN" bénéficie de l'autorisation d'exploiter n°2002-120-02 du 30 avril 2002 modifiée pour l'exploitation d'une carrière de calcaire et de dolomie sur le territoire de la commune de VIGER.

La superficie autorisée est de 9ha 45a pour une superficie exploitable d'environ 4,2 ha. La production maximale est fixée à 149000 tonnes par an et l'autorisation est valable jusqu'au 30 avril 2035.

La carrière rachetée en 2021 par le groupe EUROVIA a fait l'objet d'une demande de modification des conditions d'exploitation, du secteur Nord incluant une zone dite zone "gréseuse". L'accès à cette zone nécessite d'emprunter une piste interne dont l'usage était conditionné à la levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015292-0008 du 19 octobre 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015292-0008 du 19 octobre 2015

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
exploitation	AP de Mise en Demeure du 19/10/2015, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux inspections de juillet 2021 et mars 2022, l'ensemble des situations non-conformes ayant conduit à mettre en demeure l'exploitant sont levées. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2015292-0008 du 19 octobre 2015 cesse de produire effet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/10/2015, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Modalités d'exploitations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La « Société des Carrières du Lavedan » est mise en demeure, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions des articles : 19.4.2.1 (repérage sur site des différents secteurs de la carrière), 19.4.2.2. (dimensions du merlon à la cote 446) et 19.4.2.8 absence de fossé de gestion. des eaux au niveau de la piste centrale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la réalisation du dispositif de gestion des eaux pluviales de la piste sur l'ensemble de son linéaire. Les travaux réalisés respectent les dispositions de l'article 19.4.2.8 et de l'annexe 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014083-0049 du 24 mars 2014.</p> <p>Les eaux pluviales de la piste sont collectées par un fossé réalisé en pied de front. Trois dispositifs de décharge sont réalisés au niveau des cotes 510, 480 et 460 m NGF permettant d'évacuer les eaux collectées dans une fosse au sein du périmètre d'exploitation. Ces eaux s'infiltrent ensuite dans le massif.</p> <p>Les eaux de la piste ne sont donc pas à l'origine de rejet nouveau hors du périmètre autorisé de la carrière.</p> <p>L'inspection considère que les travaux réalisés répondent à l'exigence sur la gestion des eaux pluviales de la piste médiane fixée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet